

## De la ploutocratie et du socialisme à caractéristiques chinoises.

Un même débat agite la France ce mois d'avril et la Chine depuis six mois : Faut-il dévoiler la richesse des dirigeants ? L'objectif officiel est commun : la transparence financière. Mais les réalités sous-jacentes sont fort différentes. Dans le cas français, il s'agit de lutter contre et de prévenir ou limiter la fraude fiscale et la collusion d'intérêts du privé et du public ; en Chine, aux dires même du présent et du précédent chefs d'État, il s'agit de dénoncer la corruption du pouvoir, un fléau qui pourrait emporter le régime. Les réactions dans les deux pays diffèrent donc radicalement : en France, bon gré mal gré, les ministres l'ont accepté comme une bonne part des parlementaires ; en Chine, où la demande vient du peuple, déployer des banderoles sur le sujet mène en prison et la quasi totalité des dirigeants refusent la transparence. Un seul membre permanent du bureau politique, Yu Zhengsheng, l'accepte et se rend ainsi populaire, à la tête de la Conférence consultative.

L'opposition des comportements s'explique largement par le contraste des fortunes. Cité en bibliographie, le rapport Hurun sur les plus grands patrimoines de par le monde jette une lumière crue sur la sociologie du pouvoir en Chine, et partant, sur le régime lui-même.

Le bureau d'étude de Shanghai recense en 2012 et pour le monde entier 1.453 milliardaires en dollars. La moitié d'entre eux se trouve aux États-Unis (409) et en Chine (317). Quant au personnel politique, la réalité est saisissante. Selon le Financial Times du 8 mars, les deux assemblées chinoises du mois de mars réunissaient la plus grande concentration mondiale de parlementaires fortunés avec quatre-vingt-trois délégués milliardaires (31 à l'assemblée, 52 à la Conférence consultative ; richesse moyenne 3,3 milliards de dollars). Du côté américain, la fortune moyenne des quatre-vingt-trois plus riches parlementaires atteignait 56,4 millions de dollars (soixante fois moins). Le contraste est d'autant

plus significatif que le produit intérieur brut chinois n'atteint pas la moitié du P.I.B. américain.

Cet aperçu sur les inégalités chinoises est corroboré par la World Luxury Association dont le rapport annuel fut présenté à Beijing au mois de janvier. Plus de la moitié des produits de luxe dans le monde est acquise par de riches Chinois. Rien que dans le mois de la fête du Printemps, leurs achats auraient atteint 8,5 milliards de dollars. 51% des achats chinois se portent sur des produits européens ; ils représentent 65% du marché européen du luxe. Qu'il y ait de riches Chinois est une bonne chose mais ils sont une infirme minorité, au sein d'une vaste Chine peu développée et c'est là que le bât blesse.

À la place de l'indice bien connu du P.I.B. par habitant, on peut s'appuyer – sans modifier les conclusions – sur le dernier Rapport sur le Développement humain publié cette année par le P.N.U.D. (voir bibliographie). Il publie un Indice du Développement Humain (I.D.H.) qui a l'avantage de prendre en compte de multiples facteurs d'appréciation. Il place la Chine en cent-unième position mondiale ; le Japon (n°10), aujourd'hui si méprisée par Beijing, devance la Chine de quatre-vingt onze places ; la Corée du Sud (n°12), de quatre-vingt-neuf places. Hongkong, qui échappe à la gestion centrale, occupe la treizième place. Et le plus pauvre des pays européens, l'Albanie, précède encore la Chine et occupe la place 70.

Au total, la Chine se trouve en compagnie des pays peu développés d'Afrique, d'Asie et 'Amérique latine. En Asie, une position voisine est celle de la Thaïlande, à la place 103.

Cet écart chinois entre riches et pauvres explique pourquoi le pouvoir préfère le silence sur les fortunes personnelles et familiales. Le 2 avril, trois personnes qui demandaient dans la rue que les dirigeants dévoilent le patrimoine accumulé dans leur famille ont été placées en détention. Un quatrième militant

>>>

a disparu. Mais la revendication publique persiste, commencée en décembre, suite à l'appel de la nouvelle direction pour la lutte contre la corruption. Une lettre ouverte destinée aux deux-cent- cinq membres du Comité central du Parti avait recueilli 7.673 signatures en début avril. Les autorités se sont inquiétées et ont essayé de briser le mouvement en avertissant les activistes ou en en détenant certains au nom du maintien de la «stabilité sociale». Dans la seconde quinzaine d'avril, la répression s'est accrue contre le Nouveau Mouvement des Citoyens qui demande des réformes politiques et la divulgation des fortunes de deux cents dirigeants.

Confucius, la référence culturelle suprême du parti, affirmait (An.13-3) : «Un homme digne doit être capable de donner à chaque chose le nom qui lui convient». En l'occurrence, le «socialisme à caractéristiques chinoises» est une imposture terminologique car, dans l'histoire économique, ce qui lui ressemble le plus, c'est le stade de «l'accumulation primitive» de K.Marx, - ce que d'ailleurs une partie des chefs d'entreprise chinois, qui a lu à l'Université le Capital (chap.26-33), reconnaît bien volontiers. Malgré la distance et les siècles, on y retrouve des points communs avec l'Angleterre de la révolution industrielle : l'aliénation des biens de l'État, l'appropriation de terres communes, l'exode rural et l'explosion des profits commerciaux que permet le recours à une main-d'œuvre sous-payée.

Le Président français s'est rendu en Chine les 25 et 26 avril et il a dû serrer la main de nombre de milliardaires. On aimerait savoir quels étaient ses sentiments, lui qui avait un jour eu ce célèbre cri du cœur : «Je n'aime pas les riches». Peut-être était-il – et ç'eût pu le satisfaire – à l'unisson d'une partie de la population chinoise. Mais il y a peu de chances qu'il ait pu s'en rendre compte. On aimerait en revanche penser, que dans le groupe des chefs d'entreprise qui l'accompagnaient, nul ne se félicitait, avec la stabilité renouvelée du régime, de ces avantages incomparables qu'apportent aux projets industriels l'absence de grèves, le défaut de syndicats représentatifs et la pression constante exercée sur le marché du travail par les ouvriers migrants issus des campagnes.

# SOMMAIRE

---

<b>Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.</b> .....	4
<b>Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.</b> .....	4 - 5
<b>Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.</b> .....	5 - 6
<b>Condition ouvrière. Conditions de vie. Conflits du travail.</b> .....	6
<b>Condition paysanne . Évictions foncières. Environnement.</b> .....	7
<b>Minorités ethniques</b> .....	7
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
<b>Hongkong - Macao</b> .....	8
<b>Conflits maritimes et méridionaux</b> .....	8 - 9
<b>Informations diverses</b> .....	9
<b>Sources d'information</b> .....	9
<b>Bibliographie</b> .....	10
<b>DOCUMENTS</b>	
<b>Réponse du ministre Laurent Fabius</b> .....	11
<b>Réponse des autorités européennes</b> à la lettre envoyée lors de la remise du Prix Nobel de la Paix par le Comité Liu Xiaobo .....	12 - 13

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)*

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 20 avril** **Après le tremblement de terre survenu à Ya'an**, district de Lushan (Sichuan), les autorités ont, comme lors du précédent de mai 2008, organisé le filtrage de l'information. Un groupe de blogueurs, dont le militant Huang Qi, déjà actif il y a cinq ans et qui avait été incarcéré trois ans pour son action de terrain - officiellement pour « possession illégale de secrets d'État » -, a été intercepté alors qu'il se dirigeait sur les lieux de la catastrophe. L'écrivain Tan Zuoren, condamné le 9 juin 2010 pour ses initiatives en faveur de la population sinistrée, est toujours en détention. (*R.S.F.*, 22 avril)
- 16 avril** **Le Bureau Général de la presse, des publications, de la radio, du cinéma et de la télévision** interdit d'utiliser, sans autorisation préalable, les informations en provenance de médias ou de sites internet étrangers. L'objectif est de contrôler l'information à sa source et d'empêcher que des nouvelles dérangeantes portent atteinte « à l'unité, à la stabilité et au caractère positif des publications ». (*Daily Telegraph*, 17 avril)
- 10 avril** **Une dizaine de cybernautes**, qui avaient parlé du virus de grippe aviaire H7N9, ont été arrêtés dans les provinces du Shaanxi, du Guizhou, du Jiangsu, du Zhejiang, de l'Anhui et du Fujian. Motif de la détention : éviter les rumeurs fausses qui pourraient déclencher des paniques<sup>1</sup>. (*R.F.A.*, 10 avril)
- 8 avril** **Condamnation en décembre à quatre ans de prison du rédacteur en chef de la revue de Hongkong L'Observateur de la Chine.** Il avait publié des articles dénonçant la corruption du Parti dans la ville de Chengzhou (Hunan) et avait fait l'éloge du Prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo ; les motifs officiels d'inculpation sont la fraude et des activités économiques illégales. Il était détenu à Chengzhou depuis juillet 2012. (*Weiquanwang*, 8 avril)
- 2 avril** **Suspension pour une période indéterminée du directeur adjoint du Study Times**, un journal de l'école centrale du Parti. Il avait rédigé pour le Financial Times un article suggérant que la Chine mette un terme à son alliance avec la Corée du Nord et pousse à la réunification de la péninsule. (*South China Morning Post*, 2 avril)
- 1 avril** **Une photo datée de 1989 de Peng Liyuan, chanteuse et épouse du chef de l'État, a disparu** de l'espace cybernétique en fin mars. Vêtue d'un treillis, l'artiste y chantait devant un groupe de soldats en armes chargés de la répression du mouvement étudiant de Tiananmen. La photo du général de brigade Peng Liyuan contredisait l'image bienveillante et charmeuse que la presse met en valeur chaque fois que Peng Liyuan accompagne les déplacements de son époux. (*Taipei Times*, 1 avril)
- 31 mars** **Arrestation de quatre militants de Beijing** pour « rassemblement illégal ». Les bannières portées lors d'une manifestation de rue demandaient que soit dévoilée la fortune des dirigeants. Ils avaient manifesté ainsi une douzaine de fois depuis février. (*Weiquanwang*, 2 avril)

## MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 24 avril** **Arrestation à Linyi (Shandong) de la belle-sœur du militant Chen Guangcheng**, réfugié aux États-Unis. Ren Zongju est accusée d'avoir protégé son fils Chen Kegui, en prison actuellement pour avoir résisté à des policiers qui avaient fait irruption chez lui après la fuite de son oncle pour l'ambassade américaine. Ren Zongju et son époux Chen Guanfu sont victimes de harcèlements incessants et d'intimidations multiples : jets de pierres, vitres brisées, arbres déracinés, menaces de mort. (*Amnesty*

<sup>1</sup> Au 23 avril, on comptait officiellement cent-huit cas de contamination recensés, dont vingt-deux (un sur cinq) mortels. L'épidémie de S.R.A.S. de 2002 avait entraîné la mort dans un cas sur dix.

*International, 24 avril*)

- 23 avril Procès de Liu Hui, frère cadet de Liu Xia**, épouse du Prix Nobel Liu Xiaobo. Arrêté le 31 janvier pour «fraude» à propos d'une affaire immobilière, il encourrait jusqu'à quatorze ans de prison, selon son avocat Shang Baojun.. Il s'agit en réalité d'une dispute relevant du contentieux civil et non du pénal. Sa sœur a pu sortir de son appartement pour assister au procès. Elle se dit convaincue que l'inculpation de Liu Hui a pour cause les quelques contacts qu'elle a pu avoir malgré la police depuis son assignation à résidence en 2010. *(Kyodo, 23 avril)*
- 18 avril Selon des sources de Hongkong, le Quotidien du peuple de Beijing aurait mené récemment une étude** sur la perception du «socialisme à caractéristiques chinoises» auprès de trois mille cybernautes. Le résultat ayant montré que 80% d'entre eux étaient opposés au monopole du parti, l'étude n'a pas été publiée. *(Central News Agency, 18 avril)*.
- 17 avril Arrestation à Beijing pour «réunion illégale» de l'avocat Ding Jiayi**, défenseur de Tibétains et du neveu du militant aveugle réfugié aux Etats-Unis Chen Yonggui, et de l'écrivain Zhao Changqing, militant du mouvement de 1989 détenu depuis à plusieurs reprises. Tous deux appartenaient au Nouveau Mouvement des Citoyens lancé par l'activiste Xu Zhiyong pour demander la justice sociale et des réformes politiques. La police a confisqué des ordinateurs, des téléphones portables, des caméras. Une militante des droits civiques, Qi Yueying, a été incarcérée le même jour. *(C.H.R.D., 19 avril)*
- 16 avril Arrestation à Beijing de deux militants impliqués dans le Nouveau Mouvement des Citoyens** : Sun Hanhui pour «réunion illégale» et Wang Yonghong pour «trouble à l'ordre public». Enfin on est sans nouvelles de Li Wei, du même mouvement depuis son interrogatoire par la police le 13 avril. *(C.H.R.D., 19 avril)*
- 12 avril Quatre militants des droits civiques de Dongguan (Guangdong) ont été placés en détention pour dix à vingt jours.** Ils demandaient la remise en liberté de Liu Yuandong, incarcéré depuis la fin février pour avoir protesté contre les essais nucléaires nord-coréens. Les avocats de Jia Ping, Nie Guang, Yuan Xiaohua et Chen Jianxiong n'ont appris que le 16 avril les raisons de leur disparition. *(Weiquanwang, 17 avril)*
- 10 avril Zhang Anni, dix ans, fille du militant Zhang Lin de Hefei (Anhui) se voit dans l'impossibilité de suivre les cours**, la police et l'établissement scolaire se rejetant depuis février la responsabilité de la décision d'admission. Le 27 février, la police était venue la retirer de la salle de classe pour une détention de trois jours. *(Weiquanwang, 10 avril)*
- 6 avril Arrestation à Beijing du photographe Xu Wei**, qui a collaboré avec l'artiste Ai Weiwei pour un document vidéo, Motif officiel : la rencontre de prostituées. Il a été frappé pendant sa détention. *(Apple Daily, 6 avril)*
- 2 janv. Une pétitionnaire de soixante-dix ans, Xie Yuhua, a été détenue trois mois** dans une prison clandestine de Baoding (Hebei) et sans liens avec l'extérieur, après avoir tenté d'exprimer ses doléances dans la capitale. Le motif de cette détention serait son refus d'accuser Ge Zhihui, un autre militant soupçonné d'organiser la montée des pétitionnaires à Beijing. *(Weiquanwang, 27 mars)*

## AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

- 12 avril Rejet d'une demande d'indemnisation pour placement indu en camp de rééducation** présentée par Tang Hui, la mère d'une jeune fille violée. Elle avait été placée en camp pour «trouble à l'ordre social» alors qu'elle demandait devant les bâtiments administratifs de Yongzhou (Hunan) des punitions plus sévères pour ceux qui avaient dégradé sa fille et l'avait contrainte à se prostituer. Sa condamnation à dix-huit mois de rééducation avait suscité une telle indignation qu'elle avait été relâchée une semaine plus tard.

L'affaire avait aussi contribué à renforcer la contestation du système des camps de rééducation (laojiao), régime qui pourrait donner lieu à réexamen en cours d'année. (*Xinhua, 12 avril*)

**10 avril** **Le journal d'une détenue du camp de rééducation de Masanjia (Liaoning), avec ses récits de mauvais traitements, a soulevé une indignation** telle que l'administration a dû promettre une enquête. L'auteure du document, une pétitionnaire, est sortie du camp en février. Masanjia accepte de détenir des femmes enceintes et handicapées, en violation des règlements. La durée quotidienne du travail peut atteindre quatorze heures ; les conditions sanitaires sont épouvantables ; la nourriture fait défaut comme les soins médicaux élémentaires ; certaines détenues sont enchaînées à leur lit ou à leur chaise. (*Boxun, 10 avril*)

**9 avril** **Un tribunal de Xuancheng (Anhui) a accepté d'examiner la plainte déposée par le pétitionnaire Peng Wenzhi.** Celui-ci avait été incarcéré à Beijing alors qu'il protestait contre des démolitions illégales d'appartements, dont le sien, non assorties de compensations financières. Il avait refusé sa condamnation à dix jours de détention administrative et avait entamé une procédure contre la police. (*Weiqluanwang, 9 avril*)

**8 avril** **China Human Rights Defenders adresse un dossier au Bureau des Procédures spéciales des Nations unies** concernant les conditions de détention de Zhou Decai., un militant du Henan. Détenu depuis février 2012 et condamné à cinq ans d'emprisonnement pour «rassemblement de foule destiné à troubler l'ordre social», Zhou Decai aurait subi des sévices et des tortures ; son état de santé serait préoccupant.

Le même organisme avait, le 1 avril, attiré l'attention sur les conditions de mise en détention de Cao Haibo dans un message adressé au même organisme. Affirmant que son cas se rapportait à des «secrets d'État», l'administration a empêché sa famille de le rencontrer à plusieurs reprises ; la procédure judiciaire aurait été entachée de nombreuses violations de la loi chinoise. Détenu depuis octobre 2011 et condamné à huit ans de prison pour «subversion du pouvoir d'État», Cao Haibo avait organisé un groupe de discussion sur les droits constitutionnels et les réformes démocratiques. (*C.H.R.D., 8 avril*)

**6 avril** **L'avocat de Beijing Wang Quanzhang, détenu «pour dix jours» depuis le 3 avril** pour avoir parlé trop fort lors de l'audience du tribunal (à Jingjiang, Jiansu), alors qu'il défendait un pratiquant du Falungong, a recouvré la liberté le 6 avril. Cinquante avocats et militants des droits s'étaient rendus à Jingjiang pour demander sa remise en liberté. L'article 194 de la nouvelle loi de procédure pénale permet au juge de détenir toute personne qui «viole l'ordre du tribunal». (*Weiqluanwang, 6 avril*)

## CONDITION OUVRIÈRE. CONDITIONS DE VIE. CONFLITS DU TRAVAIL.

**20 avril** **Une explosion a fait dix-huit morts et douze blessés dans la mine Qingxing,** située près de Helong (Jilin). Il s'agit du troisième accident minier dans le mois. La responsabilité de la direction serait engagée car des incidents antérieurs avaient révélé des insuffisances du dispositif de sécurité et il n'y avait pas été remédié. (*Xinhua, 21 avril*)

**16 avril** **Grève des conducteurs d'autobus à Shaoyang (Henan),** à la suite d'un conflit sur les prestations sociales. (*Xinhua, 16 avril*)

**29 mars** **Deux explosions survenues dans la mine de charbon Babao;** district Jiangyuan de l'agglomération de Baishan (Jilin), ont fait cinquante-trois morts. La mine appartient au groupe minier étatique Tonghua. (*Xinhua, 30 mars-12 avril*)

## CONDITION PAYSANNE. ÉVICTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT.

- 14 avril** **Des villageois du district de Huangchuan (Henan)**, qui protestaient contre le tracé sur leurs terres d'une nouvelle ligne de chemin de fer, ont été attaqués par trois cents employés du Bureau local de la voie ferrée, armés de bâtons. La police n'est pas intervenue. La bagarre a fait une dizaine de blessés. Les villageois estiment que les indemnités proposées par l'administration sont très insuffisantes. (*South China Morning Post*, 16 avril)
- 28 mars** **Selon un rapport établi par l'Office chinois pour les questions d'environnement (I.P.E.)** et par le Conseil de défense des Ressources naturelles des États-Unis, les villes chinoises se montrent moins disposées que les années précédentes à fournir des informations sur les questions de pollution (niveau d'atteinte à l'environnement et respect des règlements). L'étude portait sur 113 agglomérations. Les associations pour la protection de l'environnement ont adressé un appel au gouvernement pour qu'il incite les entreprises à détailler leurs effluents industriels. (*Xinhua*, 30 mars)

## MINORITÉS ETHNIQUES

### QUESTION TIBETAINE

- 16 avril** **Une mère de famille de vingt ans s'est immolée** par le feu près du monastère Jonang du district Rangtang (Sichuan). (*Kyodo*, 17 avril)
- 12 avril** **Un tribunal de la préfecture autonome de Huangnan a condamné quatre Tibétains à des peines de trois à six ans d'incarcération** pour «incitation au séparatisme» et distribution de photographies et d'informations sur les morts par le feu. On ignore la date exacte du jugement. Le 10 avril, pour «manifestation interdite» et «dommages causés à la stabilité sociale», huit étudiants tibétains ont été condamnés à des peines de prison allant de trente-neuf mois à quatre ans. (*T.C.F.H.R.*, 15-17 avril)

### QUESTION OUIGHOURE

- 29 mars** **Un glissement de terrain a enterré quatre-vingt-trois ouvriers d'une mine d'or située à soixante-dix kilomètres de Lhasa** et propriété du National Gold Group, le plus gros producteur d'or du pays. La catastrophe a mis en lumière les risques encourus par l'industrie minière dans les zones éloignées et géologiquement instables comme le Tibet et le Yunnan, province où, trois mois plus tôt, un glissement de terrain avait englouti quarante-six personnes. (*C.L.B.*, 1 avril)
- 23 avril** **Un accrochage entre policiers et «gangsters»**, selon les termes utilisés par les officiels, a fait vingt et un morts (quinze policiers ou agents de surveillance et six des assaillants ouighours). Il se serait produit dans le district Bachu près de Kashgar, non loin de la frontière. (*Xinhua*; *Laogai Research Foundation*, 24 avril)
- Fin mars.** **Arrestation de trois Ouighours qui s'opposaient par la force à l'expropriation de leurs terres cultivables** possédées en communauté dans le village Aktash, agglomération de Laskuy. Les autorités d'Aktash voulaient le terrain pour construire un marché ; elles proposaient de donner en échange une bande de terre éloignée de sept kilomètres et qui d'ailleurs appartenait à un autre village, lequel n'avait pas donné son consentement pour la cession. (*R.F.A.*, 12 avril)

## HONGKONG - MACAO

- 30 mars** **«Le camp pan-démocrate ne doit pas rester dans l'illusion qu'il pourrait contrôler l'évolution politique de Hongkong.** S'opposer au gouvernement central n'est pas une option pour la survie de Hongkong. La Chine a les moyens d'empêcher Hongkong de devenir une menace.» (GlobalTimes, cité par South China Morning Post, 30 mars)
- 5 avril** **L'intention de contourner le suffrage universel, promis à Hongkong par Margaret Thatcher, s'exprime dans diverses formules.** Le quotidien Wenwei Po, lié au parti communiste donne son interprétation de la promesse «le peuple de Hongkong gouvernant Hongkong : elle veut dire que le territoire ne sera dirigé à titre principal ni par des étrangers ni par des citoyens de Chine populaire ; mais il peut y avoir partage du pouvoir avec les autorités de Beijing. (Wenwei Po, 5 avril)

## LES CONFLITS MARITIMES ET MÉRIDIONAUX.

- 25 avril** **Le porte-parole du ministère de la Défense** nie toute intrusion sur la frontière indienne par des soldats ou par des avions chinois. (Xinhua, 25 avril)
- 24 avril** **L'Inde projette l'envoi de deux bataillons supplémentaires (1.500 soldats) de troupes aéroportées sur sa frontière du Nord-Est avec la Chine.** Son dessein est de prévenir tout parachutage de troupes chinoises dans cette zone frontalière contestée. Beijing aurait la capacité d'y déployer 3.500 soldats en une seule opération. Elle devait aussi envoyer des troupes dans la région du Ladack, après l'échec d'une réunion de trois heures le 23 avril destinée à trouver une solution aux incursions de l'armée chinoise et à son refus de faire retraite, puisqu'il s'agirait d'un «territoire chinois». Il semble qu'au Ladack la frontière de fait (Ligne de contrôle effectif) ait un tracé imprécis en certaines zones. Dans la nuit du 15 avril, un groupe de soldats chinois avait pénétré de dix kilomètres et avait installé un poste de tentes à plus de cinq mille mètres d'altitude. Le 24 avril, l'Inde dénonçait deux violations de son espace aérien par des hélicoptères chinois trois jours plus tôt. (P.T.I. news agency, 23-24 avril)
- 23 avril** **Huit navires de surveillance maritime sont entrés dans les eaux de l'archipel des Diaoyutai** disputé au Japon. C'est le plus grand nombre d'entrées dans la zone maritime depuis le mois de septembre. Les bâtiments ont contraints des bateaux de pêche nippons à sortir de la zone revendiquée par la Chine. Deux bateaux de surveillance maritime chinois avaient été repérés le 21 avril à proximité de l'archipel. L'un d'entre eux, la veille, avait pénétré la même zone revendiquée par Tokyo. Le 15 avril, deux navires équipés de fusées y avaient procédé à des exercices de recherche et d'interception de bateaux. Les jours précédents, des bâtiments des flottes de Beihai et de Donghai avaient patrouillé dans le même espace maritime. (Kyodo, 21-22 avril ; Xinhua, 17 avril)
- 23 avril** **La Chine va construire un deuxième porte-avions,** capable de porter plus d'avions de combat que celui dont elle dispose aujourd'hui, a annoncé le chef d'état-major adjoint de la Marine. Les autorités avaient démenti en septembre la mise en chantier du bâtiment. (Aujourd'hui la Chine, 25 avril)
- 21 avril** **Le Vietnam inaugure une école primaire dans l'archipel des Truong Sa (Xisha ou Spratly),** revendiqué par la Chine. (VNA news agency, 22 avril)
- 20 avril** **Les garde-côtes philippins annoncent le remorquage d'un bateau de pêche chinois qui s'était échoué le 8 avril** dans l'atoll Tubbahala de la mer de Sulu (Sud-ouest des Philippines). La zone est un parc national inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le bâtiment contenait des milliers de carcasses de fourmiliers, ce qui fait douter de son affectation à la pêche. Les douze marins chinois se trouvent à la prison de Palawan pour contrebande et tentative de corruption de fonctionnaires. (Philippine Daily Inquirer, 20 avril)



- 20 avril** **Le ministère du Sol et des Ressources annonce** la mise en place d'un système de surveillance maritime, couvrant 4.406 îles. Il combine l'action de satellites, de drones et de croiseurs. (*Xinhua, 20 avril*)
- 15-19 avril** **Les manœuvres annuelles de l'armée taiwanaise ont pour objet de vérifier l'aptitude des forces insulaires à répondre à la menace croissante** qui émane de la Chine continentale. Prévus pour cinq jours, les exercices combinent l'action de l'infanterie, de l'aviation et de la marine nationalistes. Ceux de l'archipel des Penghu se dérouleront à munitions réelles, pour la première fois depuis 2008. Le lanceur de fusées multiples Thunderbolt-2000 y sera utilisé. (*Central News Agency, 14 avril*)
- 12 avril** **Le Bureau d'État pour l'éducation à la Défense publie une liste de cent slogans** destinés à éveiller la conscience des citoyens en matière de défense nationale. Les mots d'ordre seront diffusés notamment sur les sites du ministère de la Défense, par l'agence Xinhua et par le Quotidien du peuple. (*Xinhua, 12 avril*)
- 12 avril** **Un membre de la Commission des frontières du ministère des Affaires étrangères vietnamien a affirmé l'opposition de son pays** au projet chinois d'amener des touristes sur les îles Hoangsa (Nansha ou Paracels). Il a aussi dénoncé l'intention taiwanaise de renforcer les quais de l'île BaBinh, qui relève du même archipel ; il a demandé au gouvernement de Taïpeh d'abandonner le projet. (*VNA news agency, 12 avril*)
- 10 avril** **Signature d'un accord sur la pêche entre le Japon et Taiwan.** Les chalutiers de Chine nationaliste sont autorisés à opérer dans les eaux proches de l'archipel Diaoyutai-Senkaku. Le gouvernement de Beijing a manifesté son opposition à cet acte «unilatéral» de la partie japonaise. L'assemblée de la préfecture japonaise d'Okinawa, dans l'archipel des Ryukyu qui se trouve très près des zones de pêche, a vivement protesté le 22 avril contre cet accord, les zones mises en commun pour la pêche étant riches en thon. (*Xinhua, 12 avril ; Kyodo, 22 avril*)
- 2 avril** **Fin des manœuvres de trois jours menées dans le Pacifique occidental** par la flotte chinoise de Nanhai. Les bateaux ont mené des exercices de tirs avec munitions réelles, avec comme projet général de maintenir les droits de navigation, de contrôler des zones maritimes et de procéder à des interceptions de bâtiments. (*Xinhua, 2 avril*)

## INFORMATIONS DIVERSES

*(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).*

- 16 avril** La Chine aurait essayé de nouvelles fusées à têtes nucléaires multiples au dessus de la mer de Bohai ; elle serait en mesure de lancer des contre-attaques nucléaires intercontinentales en cas d'attaque par les États-Unis. Elle désirerait augmenter le nombre de ses fusées, de quelque cinquante aujourd'hui à cinq cents. (*Central News Agency, 16 avril*)

## SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens' radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Stan-dard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiquan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- **RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2013. L'ESSOR DU SUD : Le Progrès Humain Dans Un Monde Diversifié.** PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 228 pp, 14 mars 2013.  
Accessible sur le site : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/>
- **2012 HUMAN RIGHTS REPORT : CHINA (INCLUDES TIBET, HONGKONG AND MACAU).** U.S. DEPARTMENT OF STATE, 160 pp, 19 avril 2013.  
Accessible sur le site : <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012/eap/204193.htm>
- **HURUN REPORT 2013. 28 février 2013. Shanghai.**  
En chinois, accessible sur le site <http://www.hurun.net/zhcn/Default.aspx>  
En anglais, version abrégée : <http://www.hurun.net/usen/NewsShow.aspx?nid=418>

**POUR PRENDRE CONTACT**, écrire à :  
[communication@ldh-france.org](mailto:communication@ldh-france.org) en indiquant en objet de  
votre mail : «Groupe Chine».

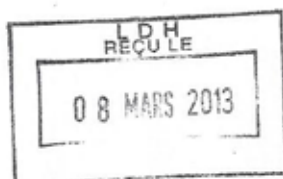
> DOCUMENT : réponse du ministre Laurent Fabius

MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 04.03.13 001409 CM

—  
Le Ministre  
—



Monsieur le Président,

J'ai bien pris connaissance de votre courrier en date du 25 janvier 2013, qui a retenu toute mon attention.

Lors de mon déplacement en Chine en juillet 2012, j'ai rappelé que la promotion des valeurs de liberté, de démocratie, de solidarité et de dignité humaine constituait l'un des fondements de notre politique étrangère et que nous entendions avoir un dialogue régulier avec la Chine sur la situation des droits de l'Homme. J'ai fait valoir que nous mènerions ce dialogue dans un esprit de respect mutuel, avec le souci d'intégrer cette dimension dans nos relations bilatérales. Ces sujets sont également évoqués dans le cadre du dialogue eurochinois spécifiquement consacré aux droits de l'Homme.

La France s'exprime également publiquement sur la situation des droits de l'Homme en Chine. Elle a rappelé sa préoccupation au sujet des immolations au Tibet le 19 décembre dernier et a réitéré son appel à la libération des prisonniers de conscience chinois à l'occasion de l'anniversaire des événements de Tiananmen, le 4 juin 2012.

Au-delà du dialogue politique et des prises de position publiques, qui demeurent indispensables, il est important d'appuyer l'émergence de la société civile chinoise. Le soutien à la société civile est un axe majeur de notre politique en faveur des droits de l'Homme. Les questions liées à la peine de mort, au droit des femmes, aux droits en matière d'orientation sexuelle sont abordées, notamment à travers le programme d'invitation de personnalités d'avenir et le soutien au secteur associatif. La France soutient également les actions entreprises au niveau européen, comme la table ronde sur la réforme du système de rééducation par le travail organisée par la délégation de l'Union européenne le 4 décembre 2012.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Laurent FABIOUS

Monsieur Pierre TARTAKOWSKY  
Président  
Ligue des droits de l'Homme  
138, rue Marcadet  
75018 PARIS

> **DOCUMENT : Réponse des autorités européennes à la lettre envoyée lors de la remise du Prix Nobel de la Paix par le Comité Liu Xiaobo**



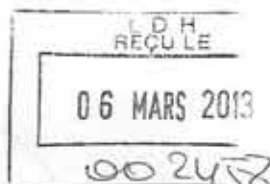
EUROPEAN  
COUNCIL

S6513/01639

Cabinet of the President  
Rue de la Loi 175  
B - 1048 Brussels  
Tel. : (32 2) 281 95 42  
Fax : (32 2) 281 67 37  
ec.secretariat@european-  
council.europa.eu

Brussels,

25 FEB. 2013



Dear Mr Tartakowsky,

On behalf of the President of the European Council I should like to thank you for your letter dated 4 December 2012 concerning the case of Liu Xiaobo.

The EU consistently promotes respect for human rights, including freedoms of thought and expression, which are essential for the preservation of peace and stability. In particular, it strongly calls for the immediate release of people detained for peacefully expressing their opinions and more generally for exercising their fundamental freedoms.

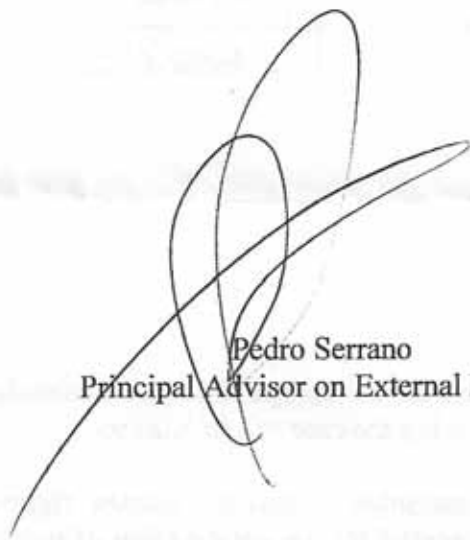
The EU regularly discusses such issues with its partners, including with China. The last EU-China Human Rights Dialogue took place on 29 May 2012. Human rights issues were also raised during the last EU-China Summit held in Brussels in September 2011.

Mr Pierre Tartakowsky  
President of the French Human Rights League (LDH)  
The International Committee For Liu Xiaobo Solidarité Chine  
129 bis, avenue de Choisy  
75013 Paris - FRANCE

These thoughts were vividly present in the EU's acceptance of the Nobel prize for peace on 10 December, where President Van Rompuy said the following: *“And as today marks international human rights day, more than any other day our thoughts go to the human rights' defenders all over the world who put their lives at risk to defend the values that we cherish. And no prison wall can silence their voice. We hear them in this room today.”*

The EU will continue working tirelessly for the promotion and defense of human rights and fundamental freedom throughout the world.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pedro Serrano  
Principal Advisor on External Relations

## SOURCES D'INFORMATION

---

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Standard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiwan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

## BIBLIOGRAPHIE

---

- **RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2013. L'ESSOR DU SUD : Le Progrès Humain Dans Un Monde Diversifié.** PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 228 pp, 14 mars 2013.  
Accessible sur le site : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/>
- **2012 HUMAN RIGHTS REPORT : CHINA (INCLUDES TIBET, HONGKONG AND MACAU).** U.S. DEPARTMENT OF STATE, 160 pp, 19 avril 2013.  
Accessible sur le site : <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012/eap/204193.htm>
- **HURUN REPORT 2013. 28 février 2013. Shanghai.**  
En chinois, accessible sur le site <http://www.hurun.net/zhcn/Default.aspx>  
En anglais, version abrégée : <http://www.hurun.net/usen/NewsShow.aspx?nid=418>